



CAPA mouvement intra PsyEN du 20 juin 2019

Nous siégeons aujourd'hui pour le mouvement intra-académique des PsyEN, ceci se faisant en plein contexte de crise au sein de notre société et de notre institution. Le projet de loi de la Fonction publique, qui prend le contre-pied du progrès social, dépouille les fonctionnaires de nombreuses garanties en supprimant notamment le droit de regard en CAP sur l'avancement et les promotions. Cette réforme va entraîner une hausse généralisée du recrutement par contrat. Déjà banalisée dans le second degré, la précarisation s'installe maintenant chez les PsyEN du premier degré : dans l'académie de Clermont, le recrutement de contractuel.les EDA a en effet commencé il y a quelques mois. La brèche est ouverte : si ces nouvelles collègues vont pouvoir couvrir de façon provisoire des secteurs vacants, cela nous apparaît aussi comme étant symptomatique de la fin programmée du service public de l'Education Nationale. La FSU revendique plus de places au concours des PsyEN, afin d'assurer aux professionnel.les une formation ad hoc indispensable, un salaire décent et un statut leur assurant des droits.

Au sein de l'Education nationale, alors que notre Ministre veut instituer l'Ecole « de la confiance », jamais autant de réformes n'ont concouru au caractère ségrégatif et inégalitaire de l'Ecole. Les réformes opaques (Parcoursup vecteur de tri social, transformation du lycée, etc.) laissent les élèves, leurs familles mais également les professionnel.les livrés.es à une réorganisation violente et face à bon nombre d'incompréhensions. La loi « de la confiance » bafoue les textes réglementaires de notre nouveau corps, en réduisant de façon caricaturale le travail des psychologues à de l'évaluation psychométrique prescrite par les médecins de l'EN, et en ne respectant pas le champ d'action des psychologues qui œuvrent au sein des équipes pédagogiques autant qu'en lien direct avec les familles.

Les psychologues sont attachés à une autonomie professionnelle leur permettant de définir les méthodes et les outils adaptés à leur travail, conformément à leurs règles déontologiques.

Le SNUipp-FSU et le SNES-FSU défendent une conception ouverte, plurielle de la psychologie, dans un travail de proximité avec les enfants, les jeunes, les parents, les équipes pédagogiques, les RASED, les CIO.

Plus spécifiquement pour les PsyEN EDO, les CIO et l'ONISEP, le contexte reste particulièrement critique. Ici aussi, nous assistons à la destruction d'un service de l'Education nationale reconnu, que l'on veut faire passer pour inefficace alors même qu'on ne lui offre que des moyens de fonctionnement très limités, moyens pourtant grassement investis pour privilégier la privatisation avec tous les risques de dérives sectaires qu'elle comporte. Tout ceci au profit d'une restructuration aux objectifs peu ambitieux pour la jeunesse de notre pays.

Le 28 mai, notre Ministre a signé, devant la presse, la cadre de référence définissant les rôles respectifs des régions et de l'état en matière d'information sur les formations et les métiers. Ce texte n'a fait l'objet d'aucune concertation avec les représentant.es de la profession. L'orientation y est conçue d'une manière purement adéquationniste visant à privilégier les informations relatives aux besoins économiques locaux, aucune réflexion sur la liberté de choix et la réussite de chacun pourtant tant médiatisées par le gouvernement. Ce cadre national ne se limite pas à l'information et empiète dangereusement sur la compétence orientation de l'Etat, ne faisant notamment plus mention des rattachements administratifs, des statuts et missions des personnels, et occultant d'ailleurs complètement le rôle des PsyEN. Il entérine également la conception d'une déclinaison locale, laissant porte ouverte aux inégalités à l'échelle nationale.

Alors que le rapport Charvet/Mons portant des conclusions d'une extrême importance sur le transfert des emplois des DRONISEP et la carte cible des CIO aurait dû être rendu public fin du premier trimestre, il est encore repoussé, à fin juin cette fois. Notre Ministre compte-t-il sur les vacances d'été pour faire passer ses décisions ? Voici encore ce qui semble être une manoeuvre de contournement du dialogue social dont notre gouvernement est maintenant expert ! L'ensemble de ces projets énoncés est désastreux et la FSU est déterminée à poursuivre la lutte contre cette politique qui ne répond en rien aux aspirations de la population français.

Hier, de nombreux PsyEN ont encore montré leur opposition à ces projets et leur attachement au service public d'orientation en manifestant à Paris à l'appel de l'Intersyndical.